

le pouvoir aux travailleurs

mensuel trotskyste

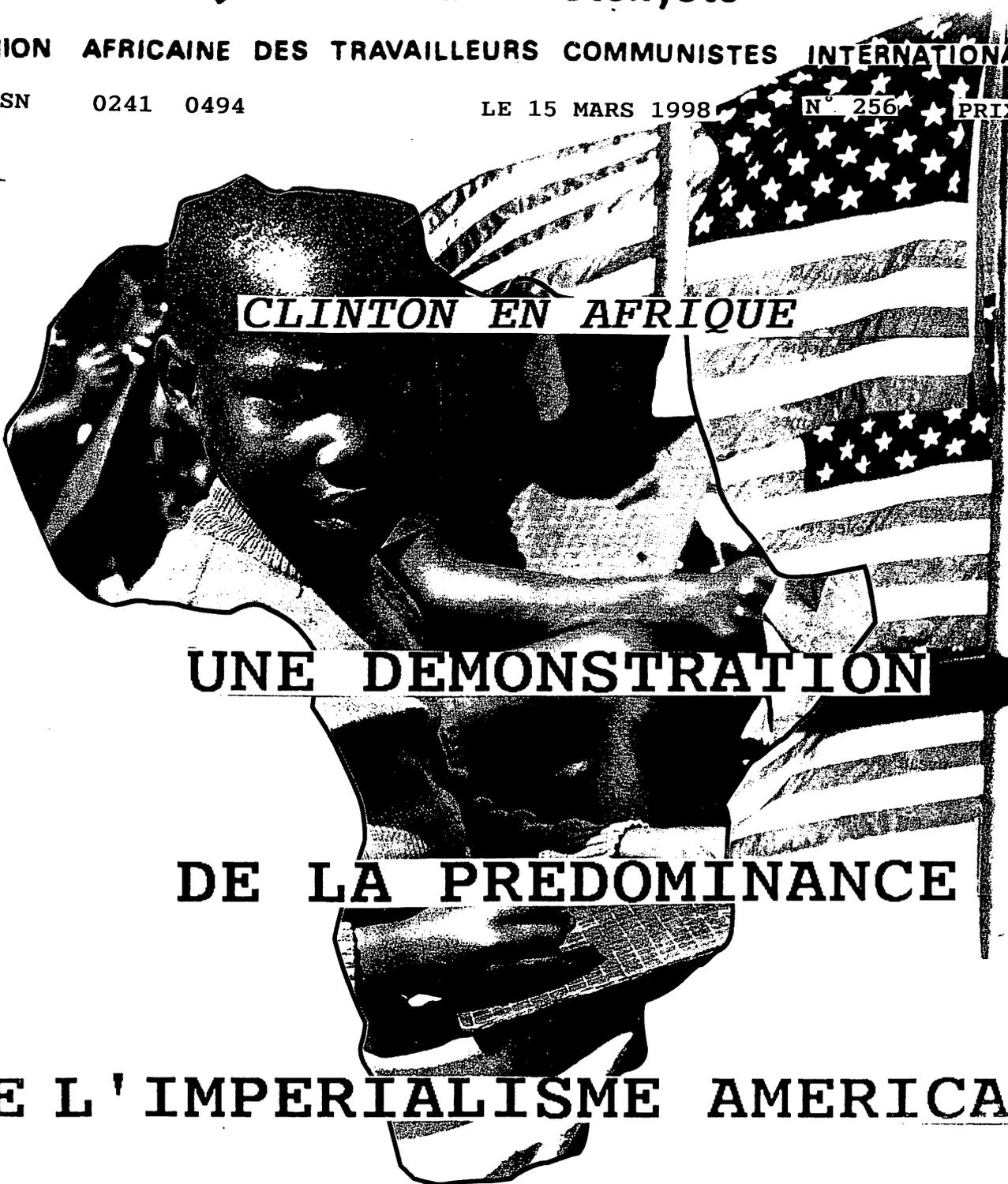
UNION AFRICAINE DES TRAVAILLEURS COMMUNISTES INTERNATIONALISTES

ISSN 0241 0494

LE 15 MARS 1998

N° 256

PRIX 4 FF



CLINTON EN AFRIQUE

UNE DEMONSTRATION

DE LA PREDOMINANCE

DE L' IMPERIALISME AMERICAIN

SOMMAIRE AU VERSO

S O M M A I R E

é d i t o r i a l

Page 2
Editorial

Page 3
Côte d'Ivoire: Une exploitation sans merci à Filtisac

Page 5
Sénégal: Quand les députés prétendent créer des emplois

Page 6
Tchad: Pétrole ou pas, le sort de la population dépendra de sa lutte

Page 8
Vers la création d'une force militaire inter-africaine?

page 9
Il y a 150 ans, paraissait le Manifeste du Parti Communiste

ABONNEMENTFRANCE:

1 an: 85 FF
Le paiement se fait uniquement en liquide ou en timbres-postes courants.

ETRANGER :

Même tarif mais uniquement en coupons-réponses internationaux.

ADRESSE :

DUFEAL-COMBAT OUVRIER
Pour le PAT B.P. 42
92114 -CLICHY Cedex

CLINTON EN AFRIQUE

**UNE DEMONSTRATION
DE LA PREDOMINANCE DE
L'IMPERIALISME AMERICAIN**

Bill Clinton se prépare à effectuer un voyage de plusieurs jours sur le continent africain. Ce périple qualifié de "voyage du siècle" par certains journaux se révèle être une véritable mise en scène hollywoodienne. Pour cette occasion trois Boeing 747, une dizaine de véhicules ainsi qu'un hélicoptère tous blindés accompagneront la famille Clinton qui visitera cinq pays. Près de 800 personnes dont 250 journalistes triés sur le volet feront partie du cortège. A la grande déception des dirigeants maliens et ivoiriens, le couple Clinton ne passera pas par Bamako ni par Abidjan sous prétexte que ces capitales n'offrent pas suffisamment la garantie du confort et de la sécurité digne d'un chef d'Etat américain. Le Ghana y aura par contre droit mais le couple présidentiel américain n'y passera pas la nuit sous prétexte que le seul complexe hôtelier de grand confort digne de les accueillir appartient majoritairement aux capitaux libyens (pays actuellement sous embargo américain). A la fin de ce voyage, Clinton fera un saut à Dakar pour aller visiter l'Ile de Gorée où il fera semblant de verser quelques larmes en souvenir des esclaves qui y étaient parqués avant d'être embarqués définitivement vers les Amériques. Cela peut faire bonne presse auprès de l'opinion publique africaine et afro-américaine en cette occasion de la célébration du 150ème anniversaire de l'abolition de l'esclavage qui se prépare un peu partout dans le monde.

Mais à côté de cette super-production, il y a surtout le fait que les Etats-Unis ont une visée politique et économique en Afrique. Elle prend forme depuis quelques années. En tant que super-puissance, ils voudraient y jouer pleinement leur rôle quitte à marcher sur les plates-bandes de l'impérialisme français dans ses anciennes colonies ou dans les zones sous influence française. Alors qu'au Zaïre, lorsque le régime de Mobutu était menacé par les troupes de Kabila, les dirigeants français soutenaient à tout prix le régime de Mobutu chancelant, disant par la bouche de leur ministre des affaires étrangères que Mobutu était "incontournable", l'impérialisme américain avait choisi Kabila. Au Congo, c'était la France qui, derrière Elf soutenait Sassou Nguesso, tandis que

les dirigeants américains étaient derrière Lissouba. Mais cette fois-ci au Congo, c'est le poulain de la France qui l'avait remporté.

Depuis l'année dernière les Etats-Unis se sont lancés dans l'envoi des instructeurs pour constituer une "force inter-africaine de la paix" tandis que la France de son côté, mais aussi avec l'appui des Etats-Unis et de l'Angleterre, s'est aussi lancée dans la création d'une force similaire baptisée RECAMP (Renforcement des Capacités Africaines du Maintien de la Paix) avec l'aide de ses propres bases installées dans ses anciennes colonies.

On voit-là sur le continent africain une sorte de course feutrée entre l'impérialisme américain se prévalant de sa place de première puissance mondiale et l'impérialisme français, de sa place "historique"

sur ce continent. Cette rivalité d'intérêts, feutrée pour le moment, est illustrée par une petite phrase de Charles Josselin qui déclarait tout récemment que Clinton aurait "découvert l'Afrique" en 1997.

Depuis la disparition de l'URSS qui soutenait en son temps un certain nombre de régimes et de mouvements pseudo anti-impérialistes, les Etats-Unis ont acquis une place de plus en plus prépondérante sur le continent africain. C'est eux qui, par l'intermédiaire du FMI au sein duquel ils sont dominants, imposent la politique à suivre aux Etats africains. Les impérialismes français et anglais se contentent eux, de jouer les seconds rôles. Mais fondamentalement c'est la même politique qui est subie par toutes les populations africaines, une politique entièrement tournée vers les intérêts de la bourgeoisie internationale.

COTE D'IVOIRE

FILTISAC: UNE EXPLOITATION SANS MERCI

la presse ivoirienne a fait l'écho de la grève de Filtisac dans son unité de polypropylène puis des renvois successifs qui ont suivi cette grève.

Filtisac est une société de 2 500 travailleurs appartenant à ce riche monsieur nommé "prince Aga Khan" qui était tout récemment de passage en Côte d'Ivoire. Et on comprend facilement d'où provient sa richesse quand on voit les conditions de travail dans ses différentes usines.

A Filtisac par exemple, dans son unité Jute, beaucoup de travailleurs meurent régulièrement de maladie du poumon, à force de respirer les déchets de jutes. Ceux qui en sont épargnés vieillissent prématurément à cause des conditions difficiles de travail. Après plus de

20 ans, voire 30 ans d'ancienneté, les travailleurs de Filtisac ne peuvent pas espérer dépasser le salaire de base de 85.000 F CFA. Et ces travailleurs, malgré de nombreuses maladies, n'ont droit à aucune couverture sociale. L'infirmerie ouverte 24 heures sur 24 n'est qu'un trompe-l'oeil, bon pour les propagandes de la direction. Dans cette infirmerie, le médecin doit rendre compte directement au PDG en personne des éventuels arrêts-maladies qu'il est quelquefois bien obligé de donner, quand il ne peut plus faire autrement. Mais gare à ce médecin s'il dépasse le quota fixé par la direction. Parce que ce qui compte pour l'Aga-Khan comme pour tous les riches, ce n'est pas la santé des travailleurs mais le profit que produit leur travail. Il est même arrivé, il n'y a pas très longtemps,

qu'un travailleur meure pour ainsi dire à son poste, tellement il était épuisé, mais que la direction, par médecin interposé, n'a pas daigné lui accorder un repos médical. Et si un travailleur a la mauvaise idée de consulter un médecin extérieur à l'usine qui lui prescrit un arrêt de travail, gare à cet ouvrier car il sera mis à l'index par la direction.

Les chefs de production dans les unités de Filtisac sont particulièrement zélés: des vrais gardes-chiourmes.

A l'unité polypropylène, où s'est déclenchée la dernière grève, la productivité ne cesse de grimper. La direction se vante d'ailleurs que la productivité y est meilleure qu'en Asie; qu'aucune usine de ce type, dit-elle, dans le monde n'a de meilleurs rendements. Bien évidemment, les accidents de travail se succèdent les uns après les autres. Mais qu'importe à la direction!

Les travailleurs qui osent tenir tête à la direction sont tout simplement mis à la porte lorsqu'elle n'arrive pas à les amadouer. Etre délégué ou pas, n'empêche nullement le renvoi d'un travailleur. La direction de l'UGTCI est tout au service du patron. Et pas plus tard qu'en ce moment, suite à la dernière grève, six des délégués de ce syndicat sont en passe d'être jetés à la rue avec la bienveillance tacite de la direction de cette centrale syndicale. Et ce n'est pas la première fois que cela se produit. C'est probablement pour services rendus que la direction de Filtisac verse intégralement à l'UGTCI les cotisations syndicales de tous les travailleurs qu'elle coupe directement à la base. Même de ce point de vue, on est encore à la période de dictature.

La dictature de la direction est telle que c'est elle qui décide en dernier ressort qui seront les délégués du personnel. Il y a l'exemple tout récent de son unité

Filtex où un travailleur a été élu, mais la direction a refusé de le considérer comme délégué du personnel. Il en est de même à l'usine polypropylène où la direction a tout simplement refusé la candidature d'un travailleur voulant s'y présenter.

C'est dans ces conditions difficiles à tout point de vue qu'oeuvrent chaque jour péniblement les travailleurs de cette usine, belle à regarder de l'extérieur, certainement pour mieux cacher la réalité repoussante du dedans.

Et c'est cette pression permanente de la direction qui a fait déclencher il n'y a pas longtemps une vague de colère de la part des travailleurs.

Mais cette grève a été un échec. Au total dix ouvrières et ouvriers ont été mis à la porte de l'usine.

Mais quoi qu'il en soit, d'autres grèves éclateront inévitablement. Ce n'était pas la première grève des travailleurs de Filtisac et ce ne sera pas la dernière. C'est la direction de cette entreprise elle-même qui mettra le feu aux poudres.

La direction a ses hommes de mains à tous les niveaux de l'entreprise. Ceci est d'ailleurs valable dans toutes les entreprises de ce pays. Les riches savent s'organiser. Aux travailleurs d'en faire autant.

C'est aux travailleurs d'en prendre conscience pour savoir contrecarrer les plans de la direction.

Il n'y a pas d'autre voie de salut qu'une organisation montée pas à pas, brique par brique; une préparation minutieuse de la prochaine montée de colère des travailleurs.

Des travailleurs ayant cette conscience-là peuvent vaincre la

direction et espérer donner une revanche à tous leurs camarades que la direction a humiliés, exploités, bafoués et renvoyés.

COTE D'IVOIRE

PORT-BOUËT : DES PAUVRES DEGUERPIS ET SANS ABRI !

Le 13 mars dernier, au moins une centaine d'enfants, de femmes et d'hommes du quartier Abattoir à Port-Bouët se sont retrouvés sans abri. Ce jour-là en effet, leurs maisons ont été démolies par des bulldozers pour faire place nette à une certaine Yobouët, certainement

une dame riche, qui y voudrait construire un "parc immobilier".

La mairie de Port-Bouët dit que Mme Yobouët a agi dans la légalité. Eh! oui, dans ce monde, les riches ont tous les droits. Et c'est en toute légalité qu'ils jettent une centaine de pauvres à la rue!

SENEGAL

QUAND LES DEPUTES PRETENDENT CREER DES EMPLOIS

Le 4 février dernier à l'initiative des députés du PS qui détiennent la majorité écrasante à l'assemblée nationale, un amendement proposant l'augmentation du nombre de sièges de députés, passant de 120 à 140, a été voté en session extraordinaire, presque en catimini. Cela a, à juste titre, choqué bien des gens dans le pays. Par prudence le Conseil constitutionnel a déclaré cette décision non valable.

Les députés du PS ont été indignés par cette invalidation en arguant que cela aurait pu contribuer à créer des emplois. Voilà une drôle de manière pour ces gens-là de se créer des emplois bien

rémunérés et de surcroît inutiles, sur le dos de la population qui paye les impôts. Si vraiment les députés de Diouf voulaient créer des emplois, ils auraient pu le faire en votant un budget supplémentaire pour les secteurs publics utiles à la population : dans les hôpitaux, dans l'enseignement, dans les transports publics, etc... tous ces secteurs vitaux pour la population pauvre et qui sont sinistrés suite à des licenciements massifs et des restrictions de budget voté par ces mêmes députés sous prétexte que l'Etat a trop de charges. Mais comme on dit : charité bien ordonnée commence par soi-même.

TCHAD

**PETROLE OU PAS, LE SORT
DE LA POPULATION NE POURRA
S'AMELIORER QUE PAR LA LUTTE**

Environ 11 millions de tonnes de brut par an, 225 000 barils par jour, pendant trente ans d'exploitation en continu, telles sont les potentialités des 300 puits de pétrole décelés dans la région de Doba, au Sud du Tchad. La réserve de Doba serait équivalente ou supérieure à celle du Gabon. Elle sera destinée à l'exportation uniquement.

Un autre gisement pétrolier est découvert à Sédigui, près de Ndjaména. De moindre importance, il sera destiné à la consommation locale, éventuellement au commerce avec les pays voisins comme la Centrafrique ou le Niger.

La joie est grande pour la plupart des Tchadiens qui croient que le pétrole va apporter un

Puis la Conoco (Continental Oil Company), contacté en 1972 par le dictateur Tombalbaye alors président du Tchad a révélé l'existence du pétrole dans le pays. Tombalbaye a alors signé avec cette compagnie un protocole d'accord. Les recherches ont abouti à la découverte de plusieurs puits de pétrole.

Le gouvernement français n'a pas apprécié l'initiative de Tombalbaye de signer cet accord avec cette firme américaine, le Tchad étant considéré comme une chasse-gardée française. Dans un coup d'Etat monté par Paris, Tombalbaye a été assassiné et remplacé par un autre, le général Malloum. La mort de Tombalbaye a mis fin au contrat d'exploration de Conoco. Avec la guerre civile au Tchad, ce n'est qu'en 1988 que Shell, Esso et Chevron ont repris les recherches commencées par la Conoco. Quand enfin le mythe du pétrole est devenu réalité, Elf cherche à prendre des participations, profitant du retrait de Chevron pour lui racheter ses parts. Des négociations avec les dirigeants tchadiens, de Malloum à Idriss Déby en passant par Goukouni et Hissen Habré sont tenues secrètes. C'est à l'occasion des derniers accords entre le gouvernement et les compagnies pétrolières qu'un coin de voile a été soulevé et des informations ont filtré.



changement de leurs conditions de vie. D'autant que les colonisateurs laissaient entendre que le sous-sol tchadien est pauvre. A part le natron, il n'y a rien, disaient-ils.

Longtemps cachées aux populations concernées, ces informations concernant le pétrole et sa prochaine exploitation sont confirmées par le consortium même: Shell, Esso et Elf. Et puis certaines réalisations sont déjà visibles dans le pays. En attendant l'an 2 000 l'évacuation du premier baril de brut vers le terminal pétrolier flottant au large de

l'océan atlantique (port de Kribi au Cameroun), Elf vient d'inaugurer une station d'essence à Ndjaména la capitale. De même une société d'études et d'exploitation de la raffinerie du Tchad a vu le jour.

En province, principalement dans la préfecture de Doba, des puits de pétrole sont en train d'être creusés. Une cité "pétrolière" avec des maisons modernes (électricité, eau, téléphone pour cadres du consortium) a poussé au milieu des anciens champs de culture des paysans. La construction d'un pipe line (le plus long d'Afrique) devant relier les 300 puits de Doba regroupés en trois sites (Miandoum, Komé et Bolobo) à Kribi au Cameroun est en voie de réalisation.

Alors rassurés par ces débuts de travaux et par des déclarations démagogiques de leurs dirigeants sur les retombées de l'exploitation du pétrole, les Tchadiens se prennent à rêver. "On va devenir riches", ou "on aura du travail", ou encore : "avec les recettes du pétrole, notre pays va sortir du sous-développement". Les moins optimistes pensent cependant que leur "niveau de vie va s'améliorer" à l'exemple du Nigéria ou du Gabon.

Il est vrai que les retombées économiques peuvent paraître importantes (on parle de 100 à 120 milliards de F CFA de recette annuelle pour l'Etat tchadien), ainsi que les effets induits. Par exemple l'embauche de la main d'oeuvre locale, la possibilité de goudronner tous les axes importants du Tchad, le développement du commerce etc.

Mais les principaux bénéficiaires sont évidemment les

compagnies pétrolières internationales qui vont se partager le gros gâteau pétrolier. Puis viendront nos dirigeants qui vont se jeter sur les miettes laissées par le consortium Shell, Esso et Elf. Quant aux pauvres, leur sort ne va pas changer pour autant.

Cet espoir d'améliorer leur vie s'est déjà envolé pour les centaines des paysans pauvres de Doba et de leurs familles expropriés de leurs terres et de leurs villages pour vraiment pas grand chose.

Ces paysans dont le champ de mil, de maïs, de riz ou leur concession ont été transformés en concession pétrolière, c'est la colère. Soutenus par des membres de leurs familles vivant dans les villes, par des associations et défendus par un député fédéral du Logone oriental, ils réclament des indemnisations pour préjudices subis. Jugez-en!

L'hebdomadaire "Jeune Afrique Economie" d'octobre 1997 rapporte: "Dans le cadre de l'expropriation des paysans (...) un manguier déraciné est payé 6 dollars, un karité 10 dollars, un citronnier 6 dollars, un goyavier 6 dollars, (...) un carré de sorgho 0,04 dollar, un mètre carré de coton 0,04 dollar, un mètre carré de sésame 0,03 dollar."

Cette compensation est franchement ridicule et dérisoire. Elle ne couvre en rien le manque à gagner qui n'est pas que financier. Les paysans et leurs familles se nourrissent des mangues. C'est donc un coup dur porté à leurs conditions d'existence.

Les cultivateurs ont raison de se révolter.

VERS LA CREATION D'UNE FORCE MILITAIRE INTER-AFRICAINNE ?

A l'initiative de la France, une manoeuvre militaire de grande envergure impliquant huit Etats de l'Afrique de l'ouest intitulée "opération Guidimaka" s'est déroulée du 20 février au 2 mars à la frontière du Mali, de la Mauritanie et du Sénégal. Les Etats-Unis et la Grande Bretagne ont aussi participé à cette manoeuvre dont le but serait "le renforcement des capacités africaines de maintien de la paix". En 1997, toujours à l'initiative de la France, une manoeuvre similaire avait eu lieu à la frontière du Togo, du Burkina et du Bénin. Et il est question d'en faire pareille prochainement en Afrique centrale. La Grande Bretagne avait fait la même chose en 1997 pour ses anciennes colonies, au Zimbabwe. De leur côté, les Etats-Unis se sont lancés depuis l'année dernière à la mise en place d'une "force inter-africaine du maintien de la paix". Des instructeurs américains ont été envoyés au Sénégal, en Ouganda au Malawi. Et tout dernièrement, après la récente visite de Konaré à Washington, le Mali va recevoir également ces instructeurs. Cette "force", lorsqu'elle sera mise sur pied, serait constituée de 8 à 10 bataillons, soit entre 4.000 et 10.000 soldats africains à la disposition de l'OUA et de l'ONU pour intervenir dans les zones de crise en Afrique.

Ce que les dirigeants des puissances impérialistes appellent "force de maintien de la paix" n'est en réalité rien d'autre que le maintien de l'ordre en Afrique selon leurs intérêts communs. Jusqu'à présent, lorsque par exemple des troubles éclataient dans une de ses anciennes colonies, mettant en danger un des régimes sous sa protection, c'est directement la France qui, par l'intermédiaire de ses bases militaires en Afrique, intervenait pour venir au secours des dictateurs aux abois. Et lorsque

ça ne suffisait pas, des parachutistes étaient envoyés de Toulon pour renforcer les militaires français déjà sur place. C'est ainsi



*Opération "Guidimaka"
à Bakel au Sénégal*

que Bongo, Mobutu, Eyadéma, Patassé et bien d'autres dictateurs fidèles à l'impérialisme français ont réussi à se maintenir si longtemps au pouvoir. Au Congo-Brazzaville par exemple, sans intervenir directement, la France avait sollicité les services des forces armées angolaises pour soutenir Sassou Nguesso et faire tomber Pascal Lissouba.

Avec la constitution de cette nouvelle force dite "inter-africaine", les puissances impérialistes voudraient que ce soit les soldats africains eux-mêmes qui fassent le sale boulot de veiller à l'ordre impérialiste en Afrique, sous la bannière officielle de l'OUA et de l'ONU mais en réalité sous la houlette des mêmes puissances impérialistes qui tireront les ficelles à distance. Ainsi cela paraîtra comme une affaire "entre Africains" tout en donnant l'avantage aux puissances impérialistes de ne pas apparaître comme s'immisçant dans les affaires

intérieures d'un pays africain.

A la suite de la manoeuvre "Guidimaka", Alain Richard, le ministre français de la défense déclarait que depuis 1997 la France avait effectué "un tournant en Afrique" et que "les gens qui voyaient l'Afrique comme un pré-carré français sont tous partis à la retraite". Tout en disant cela il déclarait qu'il n'était pas question pour la France d'abandonner les "accords de défense franco-africains" mais au contraire de les renforcer, y compris les étendre à des pays anglophones ou lusophones en Afrique. Il tenait à rassurer les dirigeants africains qui s'inquiètent de la baisse des effectifs de l'armée française basée en Afrique qui passera de 8.000 hommes jusque l'année dernière à 5.550 d'ici l'an 2002.

Nos dictateurs peuvent en effet compter sur la bienveillance de leurs protecteurs. Ils peuvent continuer à réprimer féroce-ment leurs populations, à les maintenir

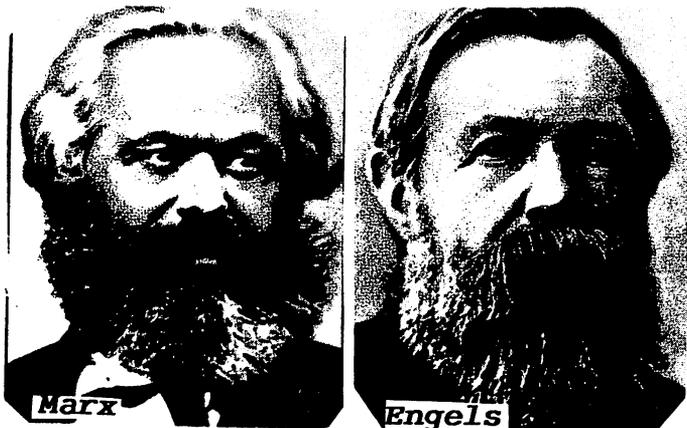
dans la misère. Ils peuvent continuer à détourner les fonds, à augmenter leur fortune. Tant qu'ils joueront le rôle que leur confient les trusts, les grandes banques internationales, d'être les gardes-chiourmes de leurs Etats qui sont de véritables camps de concentrations de la misère, ils bénéficieront de la bienveillance des puissances impérialistes.

Les populations africaines qui, par millions s'enfoncent dans la misère et dans le dénuement de plus en plus grand, n'auront pas d'autres choix que de se révolter pour sortir de cette misère résultant du système capitaliste mondiale. Et si elles se révoltent, elles auront non seulement affaire aux armées locales mais aussi, si besoin est des armées dites "inter-africaines". Mais aucune armée, fût-elle la plus puissante, ne peut arriver à bout d'une révolte lorsque celle-ci met en branle des millions de personnes déterminées. Toutes les guerres coloniales l'ont démontré.

IL Y A 150 ANS PARAISSAIT LE "MANIFESTE DU PARTI COMMUNISTE"

A la fin de l'année 1847 la Ligue des Communistes, une organisation née dans l'émigration politique allemande de Londres avait demandé à Karl Marx de rédiger son

"Manifeste" oeuvre de Marx et d'Engels fut paru. Marx et Engels étaient des intellectuels Allemands issus de milieu bourgeois. Mais avant tout c'étaient des révolutionnaires. Ils luttèrent pour la libération du prolétariat moderne, pour lui donner la conscience de sa situation, la conscience des conditions de son émancipation. Le marxisme est une théorie révolutionnaire, une science de la transformation de la société, car pour vaincre et mettre en place une société nouvelle, le prolétariat a besoin de comprendre les rapports qui régissent les différentes couches et classes sociales entre elles.



programme. Dès février 1848, le

En cette année 1848 la classe

ouvrière était méprisée comme la peste. Marx et Engels eurent l'audace et le courage intellectuel de voir en cette classe le véritable espoir pour l'humanité. Ils décrivent comment les capitalistes poussés par la concurrence de leurs semblables étaient contraints de développer les industries, les transports et porter la production à des sommets jamais atteints. Ce développement accroissait la richesse sociale mais cette richesse s'accumulait à un seul pôle de la société pendant qu'à l'autre pôle la misère croissait. Le système capitaliste fondé sur la propriété privée des moyens de production et sur la concurrence anarchique que se livrent les bourgeois est secouée par des crises périodiques qui freinent la production et jettent les travailleurs dans la rue.

Mais, constate le Manifeste: "La bourgeoisie n'a pas seulement forgé les armes qui la mettront à mort; elle produit aussi les hommes qui manieront ces armes, les ouvriers modernes, les prolétaires". Marx a su discerner dans la société capitaliste en formation, la classe sociale encore embryonnaire qui serait la principale force révolutionnaire de l'avenir : le prolétariat.

Alors oui, 150 ans se sont écoulés depuis le Manifeste et le monde a beaucoup changé. Marx disait "socialisme ou barbarie". La barbarie engendrée depuis le siècle dernier par les crises économiques, les guerres mondiales et l'exploitation des pays coloniaux, a dépassé en horreur tout ce que Marx et Engels ont pu prévoir de pire. Et la crise économique actuelle remet plus que jamais le marxisme à l'ordre du jour.

Contrairement à ce que prétendent la bourgeoisie et les

intellectuels à son service, ce n'est pas le marxisme qui a fait son temps mais la société à la quelle le marxisme s'est attaqué. Aujourd'hui, grâce aux formidables moyens de production, grâce au développement très poussé des moyens techniques et scientifiques, la capacité de production à l'échelle mondiale dépasse de très loin les besoins de l'humanité pour sortir de la misère et assurer une vie décente à tous. Et pourtant, même dans les métropoles capitalistes, au coeur même des grandes villes, la misère touche de plus en plus les masses pauvres. Dans ces pays pourtant riches, de plus en plus de gens se trouvent sans abris, sans moyens de se soigner voire même de se nourrir, alors que des logements sont laissés vacants, des hôpitaux existent, et que la nourriture se trouve en abondance dans les supermarchés. Que dire alors de la misère sans nom qui frappe des millions de personnes dans les pays pauvres?

C'est fondamentalement le fonctionnement de cette société capitaliste qui est en cause. Car les capitalistes ne produisent pas pour les besoins des populations, mais pour faire des profits.

Le monde entier est sous la coupe de cette classe capitaliste. Elle a créé des frontières absurdes entre les peuples.

Le continent africain a été le dernier à être intégré dans le marché capitaliste mondial. Mais aujourd'hui les peuples d'Afrique sont définitivement liés au restant de la planète car comme le disaient Marx et Angeles: "chaque peuple dépend de ce qui se produit chez un autre". C'est pourquoi la célèbre phrase du manifeste communiste : "prolétaires de tous les pays unissez-vous" est plus actuelle et plus valable que jamais y compris pour le jeune prolétariat d'Afrique.

CE QUE NOUS VOULONS

- Regrouper les travailleurs, les éduquer dans la tradition socialiste de Marx et des révolutionnaires russes de 1917; leur faire prendre conscience que, quels que soient leur ethnie, leur caste, leur âge, qu'ils soient fils d'anciens esclaves ou pas, qu'ils soient hommes ou femmes, ils appartiennent à la même classe des travailleurs, ils ont les mêmes intérêts fondamentaux; ils ont leur part dans le rôle indispensable, grandiose que la classe ouvrière joue dans la transformation socialiste du monde.

- Contribuer, par la propagande et l'éducation, à soustraire les travailleurs de toute forme d'obscurantisme, à l'influence réactionnaire de toutes les religions, chrétienne, musulmane, animiste ou autres, qui prêchent toutes, la patience et l'accommodement avec l'ordre établi et qui sont parmi les meilleurs auxiliaires des classes exploiteuses.

- Combattre toutes les manifestations de l'esprit de caste, toutes les oppositions d'ethnies qui divisent les travailleurs, affaiblissent leur conscience pour le plus grand bien des exploités.

- Associer à la lutte des travailleurs tous ceux qui acceptent de se mettre au service de la classe ouvrière et d'adopter son point de vue de classe.

- Engager la lutte morale, matérielle et physique contre l'impérialisme, contre toutes les formes de féodalisme, contre la division en castes, contre les dictatures qui oppriment nos peuples, pour l'égalité entre tous, quelles que soient leur langue ou leur origine, pour l'émancipation de la femme.

- Mettre en place, au cours de cette lutte, les organes du pouvoir démocratique des ouvriers et des paysans.

- Veiller, par la propagande et l'organisation, à ce que, après le renversement des régimes dictatoriaux de nos pays, les travailleurs restent en armes pour faire aboutir toutes leurs revendications, pour conserver les moyens d'exercer à tout instant le pouvoir sans que personne puisse le leur prendre.

- Agir au sein de la classe ouvrière française et, plus généralement, de la classe ouvrière des grandes puissances impérialistes pour leur faire connaître les buts de la lutte des travailleurs africains et pour les aider à se donner elles-mêmes des organisations révolutionnaires afin qu'elles puissent elles-mêmes partir à la conquête du pouvoir.